



Note informative sur le programme Heads Up

En réponse à la tendance internationale croissante en faveur des écoles sans téléphones, les dix Provinces canadiennes ont désormais mis en place des politiques qui restreignent l'utilisation des téléphones et autres appareils numériques personnels dans les écoles primaires et secondaires. Cependant, ces politiques varient considérablement d'une compétence à l'autre. Cela se traduit par un ensemble disparate de règles qui doivent pour la plupart être renforcées. La pérennité de cette réussite repose sur l'adhésion active des gouvernements, des conseils/commissions/districts scolaires, des directions d'écoles, du personnel enseignant, des parents et des élèves.

La présente note informative fournit aux responsables les arguments nécessaires pour inciter les gouvernements provinciaux et les conseils/commissions/districts scolaires à mettre en place des politiques durables, appliquées de manière uniforme.

Arguments en faveur de l'interdiction des téléphones en milieu scolaire

Le paysage numérique a radicalement changé, ce qui a créé un environnement qui nuit à l'apprentissage et à la sécurité des jeunes du Canada.

Nous devons agir sans attendre.

- **L'accès généralisé aux téléphones :** 93 % des jeunes Canadiennes et Canadiens¹ de 14 à 17 ans possèdent leur propre téléphone intelligent; 85 % d'entre eux ont eu leur premier appareil avant l'âge de 14 ans.

Références disponibles à :

dais.ca/headsup/references

- **La hausse du temps passé devant les écrans :** En 2022, le temps moyen quotidien passé devant un écran² (en anglais) par les adolescentes et les adolescents du Canada est passé à près de huit heures, soit quatre fois plus que les recommandations nationales³ (en anglais).
- **Le risque pour la sécurité :** L'exposition des jeunes aux méfaits en ligne et au harcèlement personnel est de 30 % à 50 % plus élevée⁴ que dans le reste de la population.
- **Les résultats d'apprentissage moins bons :** On a associé un temps d'écran excessif à une diminution de la concentration des élèves, à une augmentation du cyberharcèlement et à une baisse des résultats aux examens⁵ (en anglais).
- **Le soutien public :** Plus de quatre personnes au Canada sur cinq (81 %) se déclarent en faveur⁶ des restrictions relatives à l'utilisation des téléphones en milieu scolaire. Elles soutiennent particulièrement des mesures plus sévères, comme une interdiction qui s'applique du début à la fin de la journée scolaire.

Appels à l'action





Pour favoriser l'élaboration de politiques à l'échelle provinciale ou régionale, les mesures suivantes s'inscrivent dans le cadre des pratiques exemplaires émergentes qui visent à interdire les téléphones dans les écoles

- **Définir une raison d'être claire** fondée sur l'appui du public et sur des données probantes en ce qui concerne la distraction, l'apprentissage et le bien-être des élèves.
- **Mettre en œuvre des normes « du début à la fin de la journée scolaire »** : Renforcer les directives pour que les politiques s'appliquent à l'ensemble de la journée scolaire, y compris les pauses et le dîner, et veiller à ce que les attentes soient clairement communiquées et appliquées de façon cohérente.
- **Opter pour le rangement « hors vue »** : Établir des politiques selon lesquelles les téléphones doivent être rangés dans des casiers, des pochettes ou des boîtes sécurisées plutôt que dans les poches ou les sacs. La séparation physique se révèle nettement plus efficace que les règles qui interdisent leur utilisation.
- **Mobiliser activement les principaux groupes** : Faire participer régulièrement dès le début les élèves, le personnel enseignant et les parents de façon à parvenir au consensus indispensable à une mise en œuvre efficace.
- **Effectuer le suivi de la mise en œuvre et des répercussions** : S'engager à effectuer une évaluation continue afin de cibler les obstacles à la mise en œuvre et d'évaluer les répercussions scolaires et sociales à long terme.

Les cadres détaillés pour l'élaboration de ces politiques et pour la gestion des transitions dans les écoles se trouvent dans notre [Manuel à l'intention des responsables des politiques](#) et dans notre [Guide de mise en œuvre en milieu scolaire](#). Il est possible de les consulter en balayant le code QR ci-dessous.

Aperçu des répercussions

Des données provenant de partout dans le monde montrent que, lorsque les écoles mettent en place l'interdiction d'utiliser le téléphone pendant toute la journée, cela a des effets positifs sur l'apprentissage, le climat scolaire et la santé mentale des élèves.

 <p>Avantages scolaires</p>	 <p>Climat scolaire</p>	 <p>Satisfaction du personnel éducateur</p>	 <p>Santé mentale et bien-être</p>
<p>En Espagne⁷, (en anglais), les scores PISA ont connu une hausse équivalente à 0,6 à 1,0 année d'apprentissage en mathématiques et en sciences à la suite de la mise en place d'une interdiction. En Floride⁸, (en anglais), les résultats aux examens ont connu une hausse d'environ 1,1 percentile au cours de la deuxième année de mise en œuvre.</p>	<p>En Australie-Méridionale⁹, (en anglais), la mise en place des politiques « du début à la fin de la journée scolaire » a entraîné une baisse de 57 % des problèmes liés aux réseaux sociaux et une diminution de 38 % des problèmes de comportement liés à l'utilisation des appareils.</p>	<p>Dans un sondage auprès de plus de 20 000 membres du personnel éducateur aux États-Unis¹⁰ (en anglais), on a démontré que des politiques strictes à l'échelle de l'école étaient associées à une plus grande satisfaction du personnel enseignant.</p>	<p>En Norvège¹¹, (en anglais), l'interdiction des téléphones a entraîné une réduction du harcèlement et une baisse du nombre de consultations médicales liées à la santé mentale chez les filles.</p>

Références disponibles à : dais.ca/headsup/references



Consulter les outils et ressources du programme heads up
dais.ca/headsup

